



Neuchâtel, le 3 octobre 2014

# Les Nouvelles du Grand Conseil

Retour sur la session du 30 septembre 2014 du Grand Conseil neuchâtelois

[\(Ordre du jour de la session du Grand Conseil 30 septembre 2014\)](#)

Le plat de résistance de la courte session du 30 septembre aura été la discussion sur le mandat d'objectifs de l'Université et avec elle l'acceptation du postulat socialiste relatif au développement d'un bachelor en médecine à Neuchâtel. Nous vous renvoyons vers l'ordre du jour pour les autres objets.

A souligner encore que le groupe et le parti socialistes ont reçu la visite de l'ancien maire de Rome, Walter Veltroni, en marge de la session du 30 septembre. L'homme politique italien a tenu à souligner et citer en exemple le travail en faveur de l'intégration accompli par les socialistes neuchâtelois. Walter Veltroni était de passage en Suisse où il présentait son film sur Enrico Berlinguer « Quando c'era Berlinguer ».

---

## Mandat d'objectifs de l'Université

### Entre reconnaissance et inquiétude

*Intervention du député Baptiste Hurni, rapporteur pour le groupe*

[...] Peu nombreuses sont les collectivités publiques de 180'000 habitants qui peuvent se targuer d'avoir une alma mater qui, de surcroît, rayonne à bien des égards.

Malgré sa petite taille, ou peut-être grâce à sa petite taille, notre Université impressionne. Elle possède des pôles d'excellence reconnus en Suisse et au niveau international. La meilleure preuve de son rayonnement est sans doute sa capacité à avoir obtenu, depuis 2010, une croissance d'étudiants plus forte que les autres universités suisses. Cela doit être relevé. Cela doit être souligné. Cela mérite notre reconnaissance, car notre canton, par sa sobriété toute protestante, a souvent tendance à ne voir que les dysfonctionnements, que les critiques et que les aspects négatifs. Il est donc important aujourd'hui de le réaffirmer : l'Université de Neuchâtel possède un enseignement et une recherche de premier ordre, une attractivité qui n'a pas diminué malgré les quelques scandales qu'elle a vécus, un rayonnement exceptionnel compte tenu de sa taille.



Ce rayonnement est important pour notre économie et la présence des étudiants cruciale dans la vie de la ville de Neuchâtel et de son canton.

Mais cet attachement extrêmement fort du groupe socialiste à l'Université ne doit pas non plus nous faire tomber dans l'admiration béate. Notre rôle est aussi d'analyser ce mandat d'objectif, de le critiquer au sens noble du terme et de relever çà et là les aspects où l'Université, comme toute entité, a une marge de progression.

De façon générale, le groupe socialiste est relativement satisfait du mandat d'objectifs. Il se plaît notamment à souligner que le but recherché de stabilité et de continuité est louable après une période qui a vu de nombreux changements organisationnels. Il souligne aussi que le positionnement voulu de l'UniNE, en collaboration et non en concurrence avec les autres hautes écoles est fondamental pour éviter les luttes stériles. De plus, la volonté affichée de permettre une meilleure employabilité des étudiants à la fin de leurs études nous paraît être un élément très positif. Au crédit du document qui nous est présenté, on insistera encore sur la position géographique de l'UniNE qui doit être au centre de l'arc jurassien tout en ne cédant pas au régionalisme et en affirmant des ambitions d'excellence sur le plan international, comme ses pôles ont rôle de le faire.

Nous saluons aussi la volonté poursuivie par le Conseil d'Etat de pouvoir évaluer et chiffrer avec précision les résultats des différents mandats, ce qui devrait permettre une analyse plus raisonnée de ce mandat que des précédents. Enfin, dans le même filon, le groupe socialiste soutient fortement qu'un tableau de bord permettant une analyse fine des statistiques, notamment d'un point de vue comptable, de notre Université soit mis en place. Les outils de gestion sont certes lourds, mais ils nous apparaissent nécessaires pour atteindre l'efficacité maximale et, d'autre part, pour que l'Université puisse se concentrer sur ce qui constitue et constituera toujours son fondement, c'est-à-dire l'innovation, l'enseignement et la recherche.

Mais il nous faut aussi souligner quelques interrogations et aspects moins positifs. Le groupe socialiste a d'abord une inquiétude profonde sur le financement de l'Université d'une part, sur l'utilisation des ressources au sein de l'alma mater d'autre part. En effet, alors que la Conférence Universitaire de Suisse occidentale recommande d'augmenter de 4% les subventions cantonales, notre canton a décidé, comme dans d'autres domaines, de n'octroyer que 0.5% tout en préconisant d'utiliser la réserve que l'Université a constitué ces dernières années. La différence entre le mandat d'objectifs et le plan d'intention est donc importante, alors que les objectifs, eux, sont proches. Cela veut-il dire que l'Université a largement surévalué ses besoins, ou que l'Etat demande à l'Université de réaliser l'impossible ? Difficile de trancher, tant les points de vue en commission sont apparus inconciliables entre la vision de l'Etat, qui argue que puisque l'Université a dégagé des bénéfices ces dernières années, c'est qu'elle avait trop de moyens, et celle de l'Université, qui prétend que ces bénéfices sont les fruits de décisions au dernier moment de ce même Etat.

Cette question est pourtant fondamentale. Alors que, derrière ce mandat d'objectifs, on voit poindre la modification de la loi sur l'Université visant, entre autres, à donner plus d'autonomie à l'alma mater, ces divergences d'interprétation dans la gestion nous inquiètent fortement. Sans avoir à trancher, dans un sens ou un autre, le groupe socialiste tient à souligner qu'il a de la peine à comprendre que l'Université ait amassé 11 millions de fortune alors que le taux d'encadrement a diminué presque partout et que le bilan du précédent mandat d'objectifs pointe un manque de moyen, tout comme la lettre alarmiste du précédent président du Conseil de l'Université. Pour nous, une enveloppe de



financement quadriennale ne sera admissible que si l'Etat et l'alma mater parviennent à partager les mêmes constats et à avancer dans le même sens.

Dans un autre domaine, le groupe socialiste regrette la fermeture de la Faculté de théologie, mais il la comprend. Il partage les constats tant de l'Université que du Conseil d'Etat, mais s'étonne tout de même que nous devions avaliser aujourd'hui par une modification de la loi une situation qui existe de facto. Ce n'est pas totalement par hasard si les facultés sont citées dans la loi : c'est une cautèle à l'autonomie de l'Université. Demander la modification légale quand on a déjà procédé aux choix sur le terrain vide encore un peu plus notre hémicycle du peu de pouvoir résiduel qu'il a au sujet de l'Université. Nous ne nous formaliserons pas davantage sur ce point, car le choix qui a été fait était celui de la raison, mais nous demandons au Conseil d'Etat d'être attentif à ne pas priver notre autorité de son pouvoir démocratique.

Par ailleurs, le groupe socialiste est un peu inquiet sur la vision exprimée par le mandat d'objectifs pour la faculté des sciences. Qu'on nous comprenne bien, nous ne critiquons pas ce qui s'y fait et nous nous plaignons à souligner l'engagement fantastique des gens travaillant dans cette division de l'Université. Néanmoins, après le transfert de la microtechnique à Microcity, il nous semble que la faculté des sciences peine à retrouver une nouvelle direction claire et un objectif si ce n'est limpide, à tout le moins lisible. C'est pour cette raison que nous avons déposé un postulat qui se veut ouvert, prospectif et innovant.

En conclusion, le groupe socialiste est satisfait du mandat d'objectifs – même s'il s'est fait attendre trop longtemps – et l'acceptera. Il doit constituer la colonne vertébrale du développement de l'UniNE, doit être suivi et surtout respecté dans son esprit. Nous considérons qu'il est un outil qui doit tendre au rayonnement de l'alma mater et qu'il est correctement conçu, mais qu'il ne doit pas constituer un blanc-seing donné aux autorités universitaires pour éviter de se remettre en question, là où c'est nécessaire pour le développement de toute la communauté universitaire.

---

### Postulat socialiste sur le bachelor en médecine

## Renforcer et développer le pôle médecine de l'Université

Le postulat déposé par le groupe socialiste et amendé par les Verts libéraux « demande au Conseil d'Etat, d'étudier, en étroite partenariat avec le rectorat les avantages et les inconvénients des trois variantes suivantes concernant la formation en médecine à l'Université de Neuchâtel:

- le statu quo (1<sup>ère</sup> année de bachelor)
- le développement des années 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> du bachelor en médecine
- la suppression de l'offre de 1<sup>ère</sup> année de bachelor.

Il est demandé plus particulièrement d'établir les coûts que cela engendrerait mais aussi les retombées (étudiants supplémentaires, synergies avec les hôpitaux, etc.) ainsi que la dynamique pour les étudiants à l'issue de la formation (existence d'un goulet d'étranglement des places post-bachelor en médecine dans les universités suisses par exemple). »

## Nouvelles du Grand Conseil



Parti socialiste  
neuchâtelois

Après discussion, le texte a été adopté par le Grand Conseil par 56 voix contre 51. C'est le député Baptiste Hurni, premier signataire, qui a défendu le postulat devant le plénum. •

Les Nouvelles du Grand Conseil, le 3 octobre 2014.

*Les Nouvelles du Grand Conseil n'ont pas pour vocation d'être le compte rendu exhaustif des débats qui animent notre parlement, ni un prolongement des discussions qui y prennent place. En reprenant un certain nombre d'éléments traités lors des sessions du Grand Conseil, mais aussi en partageant avec les camarades les communications du groupe auprès des médias, elles se conçoivent comme une porte ouverte sur le travail des députés socialistes. Elles ne manqueront pas, par ailleurs, d'évoluer avec le temps.*